

Un bol d'air pour la société

letemps#ebalet@swissrespect

OPINION

Au printemps, en plein débat sur l'égalité des genres ou la tentative de sauvetage de la Création, l'Occident sort brusquement de sa torpeur. Les Européens se réveillent en écarquillant les yeux devant les images de Bergame où le Covid-19 avait atterri en provenance de la lointaine Chine. Les nouvelles dramatiques rapportées par des commentateurs angoissés affolent tout le continent.

Soucieuses de calmer la peur qui gagne les peuples, les autorités nationales réagissent avec empressement. Elles suivent mutuellement l'exemple de leurs homologues des autres pays de crainte de faire moins bien qu'eux et d'être accusées d'irresponsabilité. Pour gérer cette crise, toutes suivent les multiples avis d'experts sanitaires qui ne savent alors pas grand-chose au sujet de ce virus. Incertitude, affirmations péremptoires, fausses réponses, demi-vérités dessinent le cercle vicieux du doute et de l'anxiété.

Les populations vivent sous la cloche anaérobie de l'information désordonnée et pléthorique relayée par des journalistes tétanisés, assénant des chiffres de plus en plus alarmants sans les relativiser, sans pouvoir les vérifier. Anesthésiée par les discours des experts, autoproclamés pour certains, des docteurs sans malades, des professeurs et théoriciens en tout genre, parfois éclairés, souvent controversés – dont on peine à savoir d'où viennent les lumières –, la société civile a cependant fait montre d'un sens des responsabilités applaudi par des dirigeants qui ont masqué leur impéritie par des appels à la solidarité et des slogans.

Les dommages psychologiques et économiques causés par les dispositions nécessaires à la lutte contre la pandémie pèsent peut-être plus lourdement sur la santé des humains que les conséquences directes du virus lui-même. Soit. Mais rien ne sert de chercher qui blâmer. Qui, d'ailleurs, aurait fait mieux? Aujourd'hui, le nombre de cas positifs augmente, le



JEAN-DANIEL BALET
MEMBRE FONDATEUR DE SWISSRESPECT

**Le peuple suisse
va pouvoir questionner
le savoir, croiser
les informations
et choisir quels
intérêts il souhaite
défendre**

stress resurgit. Heureusement, on en sait un peu plus, même si tout n'est pas encore clair. Les langues se délient. Certains politiques, certains praticiens, certains dirigeants, certains médias sont retombés sur leurs pieds.

Dans notre pays, l'état d'exception basé sur la loi sur les épidémies a été récemment pérennisé jusqu'à la fin de 2021. Le parlement, qui s'était momentanément évaporé, a accepté fin septembre, sans grands débats, la loi fédérale urgente proposée par le Conseil fédéral pour gérer la crise du Covid-19. La majorité de nos élus a peut-être trouvé plus simple de laisser le Conseil fédéral et ses fonctionnaires conserver la responsabilité de limiter la liberté individuelle...

Mais un référendum est lancé contre la loi Covid-19. Il ne risque pas d'entraver la gestion de la crise car il n'est pas suspensif. Il faut donc le soutenir, car ce référendum va libérer la parole. Il

va permettre aux médecins praticiens et aux autres experts, en économie, sociologie, psychologie, éthique, de s'exprimer sur les ondes et dans les journaux et d'équilibrer le débat avec les sachants sanitaires.

Les politiciens vont aussi pouvoir se faire une idée objective de la situation et se sentir moins seuls. Il est temps de faire l'état des lieux de ce qui est arrivé, de ce qui a été entrepris et de ce qui doit encore être fait pour maximiser le bien commun. Le matraquage d'informations doit faire place à une réflexion fondée, qui offre un droit de parole à toutes les voix, aussi contradictoires soient-elles, sur les thématiques de privation de liberté, d'urgence sanitaire, d'endettement ou de modifications de nos relations sociales.

Pour que le peuple libre et souverain prenne la mesure de ce qui nous arrive et affronte l'avenir avec conscience et sérénité. Et pour qu'il décide si oui ou non le pouvoir exécutif, malgré les aides financières indispensables qu'il dispense, peut prendre unilatéralement des décisions castratrices de nos libertés.

Le monde autour de nous change, la technologie dissout le ciment social, le covid nous étourdit mentalement et nous éloigne les uns des autres. Pour inverser cette spirale tétanisante et réarmer notre mental, pour redonner de l'oxygène à notre société qui s'étouffe, le référendum sera un gros bol d'air.

SwissRespect défend la sécurité du droit qui protège la liberté individuelle et réclame que le pouvoir octroyé par nos parlementaires à l'Etat dans la stratégie de lutte contre le Covid-19 soit discuté et que la société civile puisse recevoir une information complète et objective sur un thème qui la concerne particulièrement. Grâce au référendum qui vient d'être lancé, nous serons certainement le seul peuple du monde à pouvoir débattre ce sujet. Sachons saisir notre chance. ■